


La politique publique et les acteurs sociaux: conquêtes et impasses

Ricardo Abramovay
Professeur Université de São Paulo
www.econ.fea.usp.br/abramovay/

**Colloque FARM – Quelle microfinance pour l’agriculture
des pays en développement? Paris 4-6 décembre 2007**

Plan de l'exposition

1. Quelques considérations générales.
 2. État et mouvements sociaux: le Programme National de Renforcement de l'Agriculture Familiale.
 3. Quatre problèmes
 4. Réponses aux problèmes
 5. Le dilemme de la participation sociale dans la politique publique.
- 

1. Considérations générales

a) Equity and Development – World Bank 2006:

Croissance économique: condition non suffisante pour le combat à la pauvreté.

Libéralisation des marchés ne garantit pas l'accès des plus pauvres au crédit.

b) Transfert direct de revenus aux plus pauvres: Inde, Chine, Afrique du Sud, Brésil, Argentine, etc.

c) Subventions acceptées dans la littérature internationale (différemment des années 1990): Niting Bath et Shui Yan Tang, Morduch, Jain et Moore.

1. Considérations générales

d) Rôle décisif des agents de crédit: promotion de liens sociaux constructifs.

e) Le milieu rural est plus grand que l'agriculture

f) Au Brésil: force des grands propriétaires qui ont dominé la politique agricole jusqu'au début des années 1990 et qui ont toujours reçu d'immenses subventions.



2. Le PRONAF: État et mouvements sociaux

a) Limites du secteur privé et du secteur associatif.

b) Seul l'État a la possibilité de mettre en avant une politique de bonnification aux taux d'intérêts.

c) Rôle décisif du mouvement syndical de travailleurs ruraux.

d) Quelques résultats: plus de 2 millions d'agriculteurs (sur un total de 4 millions); touche des régions et des agriculteurs proches à la ligne de pauvreté. Stratification sociale du public.

3. Quatre problèmes


a) subventions excessives et mal dessinées.

b) pas de liens entre la banque et les agriculteurs

c) Le crédit aux plus pauvres: garanti par l'État: pas de risque bancaire.

d) Taux d'impayé dans ce crédit subventionné et garanti par l'État très élevé.

4. Réponses

- a) La pression sociale rend les réponses à cette situation très lentes.
 - b) Cibler les subventions et les rendre transitoires
 - c) Punir le non paiement.
 - d) L'Agroamigo: le rôle de l'agent de crédit
- 

5. Le dilemme de la participation sociale dans la politique publique

Au début (1996) solution innovatrice, avec risque bancaire et bonnification modeste des taux d'intérêt.

Pression sociale: décisive, positive, mais => élargissement des subventions et fin du risque bancaire.

Pression sociale sur l'État: ambiguïté.

Démocratie: apprentissage et construction de nouvelles institutions.